

ACTION URGENTE

CRISE HUMANITAIRE EN GRÈCE SUR FOND D'IMMOBILISME DANS L'UE

Des milliers de réfugiés, de demandeurs d'asile et de migrants sont bloqués en Grèce dans des conditions très difficiles, sans accès à une quelconque protection, en raison de fermetures arbitraires et discriminatoires des frontières le long de l'itinéraire passant par l'ouest des Balkans. Face aux milliers de personnes qui arrivent, la situation humanitaire est appelée à se détériorer, à moins que les États de l'Union européenne (UE) ne commencent de toute urgence à accueillir des réfugiés venus de Grèce.

Quelque 10 000 réfugiés, demandeurs d'asile et migrants, parmi lesquels des dizaines de familles avec de jeunes enfants, des personnes souffrant de handicaps et des femmes enceintes, sont actuellement livrés à eux-mêmes à la frontière entre la Grèce et la Macédoine. La fermeture intermittente des frontières et les pratiques discriminatoires introduites afin de réduire les flux et de limiter le nombre de personnes empruntant l'itinéraire passant par l'ouest des Balkans enferment celles-ci dans des conditions très difficiles. Depuis le 19 février, la Macédoine et la Serbie ont fermé leurs frontières aux ressortissants afghans, qui représentent 30 % des arrivées en Grèce. Les gens n'ont pas régulièrement accès à des installations sanitaires, et sont confrontés à des pénuries d'eau et de nourriture. Beaucoup dorment dehors, exposés à des conditions météorologiques éprouvantes. Cette situation a un impact négatif sur leur santé et l'accès aux soins médicaux est limité.

Par ailleurs, la situation humanitaire se détériore rapidement dans le reste de la Grèce, tandis que les autorités s'efforcent de ralentir les personnes se dirigeant vers la frontière. La capacité d'accueil de la Grèce, à Athènes et ailleurs, atteint ses limites. Des représentants d'Amnesty International ont vu des femmes, des hommes et des enfants dormir dehors dans le centre d'Athènes et dans le port du Pirée. Sur les îles grecques, où des milliers de personnes arrivent chaque semaine, fuyant la violence et le conflit, les conditions d'accueil sont d'une importance capitale. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), quelque 1 900 personnes sont arrivées sur les îles grecques chaque jour en février, et plus de 2 700 au cours des deux premiers jours du mois de mars. Sur ces arrivées, 57 % étaient des femmes et des enfants.

Selon les autorités grecques, quelque 32 000 personnes sont actuellement bloquées en Grèce, tandis que les experts du HCR estiment que ce chiffre atteindra 70 000 dans les jours à venir. Cela représente une forte augmentation du nombre de personnes bloquées en Grèce ayant besoin d'une protection internationale. À l'heure où les autorités grecques sont confrontées à un nombre extrêmement élevé d'arrivées, le manque actuel de solutions viables pour que les réfugiés puissent bénéficier d'une véritable procédure d'asile en Grèce est exacerbé par un système de relocalisation défaillant dans l'UE : sur les 160 000 personnes que les États membres de l'UE se sont engagés à accueillir, seules 295 ont pu quitter la Grèce à ce jour.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE au président du Conseil européen et aux membres du Conseil de l'Union européenne (chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de l'UE), en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez-leur d'employer tous les moyens à leur disposition pour accueillir en urgence des demandeurs d'asile se trouvant en Grèce - notamment en relocalisant un grand nombre de personnes sans appliquer de critères de sélection restrictifs, en facilitant le regroupement familial, et en permettant à des demandeurs d'asile actuellement en Grèce d'obtenir auprès des représentations des pays membres des visas les autorisant à poursuivre leur trajet en toute légalité ;
- exhortez-les à soutenir un programme d'aide digne de ce nom afin de ne pas laisser à la seule Grèce la charge de la réponse à la crise humanitaire ;
- engagez-les à mettre fin aux pratiques discriminatoires aux frontières et à soutenir les pays se trouvant le long de l'itinéraire passant par l'ouest des Balkans, afin que les réfugiés et demandeurs d'asile puissent bénéficier de procédures d'asile et de conditions d'accueil adéquates ;
- priez-les de proposer d'autres itinéraires sûrs et légaux aux personnes ayant besoin d'une protection internationale, afin que les réfugiés ne soient pas forcés à se lancer dans des traversées maritimes dangereuses pour se mettre en sécurité en Europe.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 15 AVRIL 2016 À :

Président du Conseil européen

Donald Tusk

Conseil européen

Rue de la Loi 175, 1048, Bruxelles

Fax : +32 22816934

Courriel : EC.President-Petitions@european-council.europa.eu

Membres du Conseil de l'UE

Retrouvez leurs numéros de fax à

l'adresse suivante :

<http://europa.eu/whoiswho/public/index.cfm?fuseaction=idea.hierarchy&nodeID=264075>

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CRISE HUMANITAIRE EN GRÈCE SUR FOND D'IMMOBILISME DANS L'UE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Un accord étendu de coopération a été adopté le 18 février par les responsables des services de police en Autriche, en Croatie, en Macédoine, en Serbie et en Slovénie, afin de mettre en place des procédures d'enregistrement unifiées le long de l'itinéraire passant par l'ouest des Balkans, et d'introduire des restrictions sur le nombre d'entrées. L'Autriche a par ailleurs annoncé en février qu'elle allait limiter les demandes d'asile à 80 par jour. Ces restrictions ont donné lieu à de nouvelles fermetures de frontières et à des pratiques discriminatoires le long de cet itinéraire. Les pratiques discriminatoires en vigueur depuis novembre 2015 ont empiré le 19 février avec l'exclusion des ressortissants afghans. Seuls les Syriens et les Irakiens peuvent désormais franchir la frontière, et même les personnes de ces nationalités ne sont pas acceptées si elles n'ont pas tous leurs papiers d'identité.

Le HCR a récemment déterminé que 71 pour cent des Afghans arrivés en Grèce en janvier 2016 fuyaient la violence et le conflit.

Les autorités grecques ont annoncé l'ouverture de nouveaux centres destinés à accueillir plus de réfugiés. Même avec des places supplémentaires, la capacité d'accueil sera mise à rude épreuve si les arrivées se poursuivent après la fermeture des frontières. Des groupes de bénévoles et des organisations non gouvernementales s'efforcent de répondre aux besoins essentiels des personnes se trouvant déjà en Grèce.

En attendant, la situation à la frontière entre la Grèce et la Macédoine est souvent tendue. Le 29 février, Amnesty International a vu des policiers macédoniens utiliser du gaz lacrymogène pour repousser des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Qui? Des milliers de réfugiés, demandeurs d'asile et migrants bloqués en Grèce
Hommes et femmes

AU 48/16, EUR 25/3574/2016, 4 mars 2016